

Cycle 2017

Les territoires et le Monde

Session 8

Campagnes globalisées, agriculture relocalisée

**Coordination scientifique
Bertrand Hervieu**

Jeudi 9 et vendredi 10 novembre 2017

UIMM, 56 avenue de Wagram – Paris 17^{ème}

Métro ligne 2 - arrêt Ternes ou RER A, lignes 1,6 - arrêt Charles de Gaulle Etoile



École des Ponts
ParisTech

SciencesPo

Campagnes globalisées, agriculture relocalisée

Les agriculteurs ont été mobilisés au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, au nom de l'autonomie alimentaire du pays. Les agriculteurs se sont, à marche forcée, modernisés en s'euro-péanisant d'abord, en se mondialisant ensuite. Le succès, d'une certaine façon, est là : la France n'a jamais autant fourni de produits agricoles et agroalimentaires. Mais ce succès considérable se trouve contesté, pour ses dégâts environnementaux, pour les difficultés sociales et économiques d'une part croissante d'agriculteurs, pour l'impact négatif qu'il produit sur les agricultures des pays émergents. Quelles sont les pistes d'évolution de ce processus et quelles conséquences sur la place des campagnes dans l'espace français ?

Jeudi 9 novembre

UIMM, 56 avenue de Wagram – Paris 17^{ème}

Salle des 6 colonnes

Accueil café

09:00

**Hubert
Mongon**

09 :30 – 10 :30

Accueil et allocution du délégué général de l'IUMM : L'industrie jardinière du territoire

43000 entreprises industrielles réparties sur le territoire relèvent du secteur de la métallurgie. Un emploi industriel génère trois emplois dans les autres secteurs. Cela crée une responsabilité partagée quant à l'attractivité de l'industrie, de l'entreprise et du territoire. L'UIMM agit au service du développement de l'industrie, de l'emploi et des compétences industrielles.

**Bertrand
Hervieu**

10 :30 – 10 :45

Introduction de la session

Deux enjeux se dégageront et se recouperont, à travers cette session consacrée aux questions agricoles et rurales : celui des modèles de développement et celui de l'articulation des différentes échelles.

Pause

**Stéphane le
Foll**

11 :00 – 12 :30

Projet agroécologique, entre reterritorialisation et enjeux mondiaux

A partir de son expérience de député européen puis de ministre de l'agriculture pendant 5 ans, Stéphane Le Foll reviendra sur les conditions d'élaboration du projet agroécologique (une agriculture écologiquement intensive) comme pratique agricole et comme politique publique de transformation du modèle agricole, aussi bien au niveau territorial que national. Il montrera la pertinence de ce projet, tel qu'il l'a défendu lors de la COP21, dans la lutte contre le changement climatique.

Déjeuner sur place

12 :30 – 13 :30

**Bertrand
Hervieu**

13 :45 – 15 :15

La place des espaces ruraux dans la vie politique et l’imaginaire de la France

Pour introduire la double question de la place des mondes agricoles et des espaces ruraux, il convient de comprendre comment cette double réalité s'est construite au fil du temps à force de décisions politiques, de dynamiques économiques et de constructions idéologiques, en opposition au monde urbain. En raison de leur nombre et de leur présence sur l'ensemble du territoire, les paysans ont reçu ou conquis selon les époques, une place singulière dans la vie politique française, tandis que les campagnes ont longtemps été regardées comme le lieu par excellence de la production de la richesse nationale.

Cette longue construction est aujourd'hui mise à mal, au moment où les agriculteurs cessent d'être un groupe social nombreux et homogène pour devenir une minorité parmi d'autres et, qui plus est, éclatée, et où les campagnes sont autant prisées pour leur fonction résidentielle que pour leur potentiel de production.

**Bertrand
Schmitt**

15 :15 – 16 :45

Les transformations des espaces ruraux

L'analyse des dynamiques des espaces ruraux selon l'intensité des relations que ces espaces entretiennent avec leurs homologues urbains met en lumière, d'une part, le rôle central joué par les phénomènes de périurbanisation et, d'autre part, les ressorts des dynamiques des espaces ruraux moins directement placés sous l'influence des villes. On en déduira les grandes caractéristiques des espaces ruraux français, dans le cadre d'interprétation offert par l'économie spatiale.

En complément, les résultats d'une expertise sur l'artificialisation des sols, ses déterminants, ses conséquences et les leviers d'action qui pourraient en limiter l'extension ou les impacts, seront proposés à la discussion.

Pause

**Jean-Pierre
Raynaud**

17 :00 – 18 :00

Une régionalisation des politiques agricoles: difficultés et perspectives

Le vice-président de la région Nouvelle Aquitaine, en charge notamment des questions agricoles, explicitera le rôle actuel des régions dans la politique agricole (en particulier dans le cadre du second pilier de la PAC). Il développera ensuite la vision et les propositions des régions françaises pour la période post 2020 alors que vont s'ouvrir une renégociation du cadre budgétaire européen et la réforme de la PAC.

Vendredi 10 novembre
UIMM, 56 avenue de Wagram – Paris 17^{ème}
Salle des 6 colonnes

Accueil café
08:30

**Vincent
Chatellier**

09 :00 – 10 :30

L'agriculture française face à la concurrence européenne et mondiale

Grâce aux mécanismes instaurés dans le cadre de la PAC, l'agriculture française a longtemps profité d'un développement de ses exportations vers les pays partenaires de l'Union européenne. Mais, depuis une quinzaine d'années, la production agricole française (exprimée en volume) n'augmente plus. La saturation progressive de la consommation alimentaire, le développement de la production agricole dans plusieurs pays voisins, la perte de foncier agricole au profit de l'artificialisation des milieux, la stabilisation des rendements en productions végétales, la volatilité croissante des prix et le renforcement des normes environnementales sont autant de facteurs qui pèsent sur la situation actuelle de l'agriculture française. Pour autant, l'ouverture de nouveaux marchés d'exportation et le renouvellement des attentes sociétales à l'égard de l'agriculture sont des éléments porteurs pour se projeter dans les décennies qui viennent.

Pause

**Aurélie
Trouvé**

10 :45 – 12 :15

Entre régionalisation et renationalisation, le modèle agricole au cœur de la redéfinition de la PAC

Le modèle agro-industriel très consommateur d'énergies fossiles et destructeur d'emplois est celui que continuent de soutenir massivement les politiques publiques nationales et européennes, favorisé par l'organisation des échanges commerciaux internationaux. Pour autant, de nombreuses initiatives plus respectueuses des hommes et de leur environnement se développent. Comment changer d'échelle ? Seule une transformation de la PAC et de la politique commerciale pourra permettre à ces alternatives de passer d'une agriculture et d'une alimentation de niche à un modèle dominant.

12 :15 – 13 :00

Discussion générale

Buffet sur place

13 :00 – 14 :00

14 :15 – 16 :30

Travail en atelier

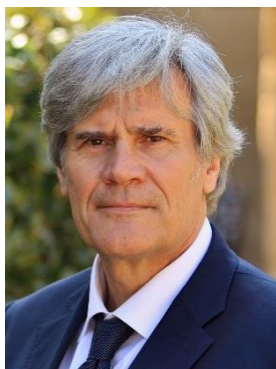
Les intervenants



Bertrand Hervieu, diplômé de l'Institut d'études politiques et docteur en sociologie, est vice-président de l'Académie d'agriculture, après avoir été vice-président du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER). Il avait auparavant occupé le poste de secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes pendant six ans. Il a également été Président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) de 1999 à 2003 et conseiller de plusieurs ministres de l'agriculture et de la pêche. Parmi ses publications : *Les Mondes agricoles en politique*, avec François Purseigle, Nonna Mayer, Pierre Muller, Jacques Rémy, Presses de Sciences Po, 2010. *L'Archipel paysan, La fin de la république agricole*, avec Jean Viard, Éditions de l'Aube, 2001.



Hubert Mongon est délégué général de l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (IUMM) depuis 2016. Il était auparavant vice-président ressources humaines de Mc Donald France et Europe du sud depuis 2008 (DRH de Mc Donald France depuis 2001), après avoir exercé les fonctions de directeur des ressources humaines au sein des groupes Bouygues puis Valeo. Titulaire d'une maîtrise de droit privé et d'un DESS de gestion des ressources humaines, il a commencé sa carrière comme juriste au département Assistance et conseils du groupe des industries métallurgiques (GIM). Il est également président de la commission sociale du syndicat national de l'alimentation et de la restauration rapide (SNARR) et membre du bureau national de l'ANDRH (Association nationale des directeurs RH).



Stéphane le Foll est député de la Sarthe et ancien ministre de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (de 2012 à 2017). Il était auparavant député européen et vice-président de la commission agricole du parlement européen. En tant que ministre, il a négocié une nouvelle politique agricole commune, fait voter en 2014 une loi d'avenir pour l'agriculture et mis en place des plans de soutien pour aider les agriculteurs à faire face aux crises successives. Dans le cadre de la COP21, il a lancé une initiative internationale pour valoriser le rôle des sols agricoles et de la forêt dans la lutte contre le réchauffement climatique. Cette initiative du "4 pour 1000" est aujourd'hui reconnue au niveau mondial et soutenue par de nombreux agriculteurs pionniers de l'agroécologie en Sarthe notamment.



Bertrand Schmitt est directeur de recherche en économie à l'INRA, actuellement responsable de la délégation à l'expertise, à la prospective et aux études. Il avait auparavant dirigé le département des sciences sociales de ce même institut et mis en place son métaprogramme sur la sécurité alimentaire mondiale. Ses travaux de recherche, menés en économie spatiale, régionale et urbaine, ont porté sur les déterminants de la localisation des activités économiques et des populations, comme cadre d'analyse des dynamiques rurales contemporaines. Il s'est également intéressé à la croissance locale et aux méthodologies d'évaluation des politiques publiques. Il réoriente actuellement ses préoccupations vers les questions de sécurité alimentaire mondiale.



Jean Pierre Raynaud est exploitant agricole de métier (élevage) à Rouffignac en Dordogne. Il a occupé de nombreuses fonctions au sein des organisations professionnelles agricoles de son département et de sa région d'origine avant d'occuper son premier mandat électif régional en 2010. Elu conseiller régional aux côtés d'Alain Rousset, il est désigné vice-président du Conseil régional d'Aquitaine en charge de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la mer et la montagne de 2010 à 2015 et renouvelé dans ces fonctions début 2016 sur le périmètre de la région fusionnée Nouvelle Aquitaine.

Depuis début 2016, il est aussi président de la commission agriculture, agroalimentaire et forêt de Régions de France, lieu de promotion et de défense des compétences régionales, de réflexion collective et de partage d'expériences entre élus et entre agents des régions.



Vincent Chatellier est ingénieur de recherche au département SAE2 à l'INRA (Nantes). Ses travaux en économie de la production portent sur l'économie des filières agricoles aux échelles internationale, européenne et française ; la diversité et les performances des exploitations agricoles en France et dans l'Union européenne ; les politiques publiques, les soutiens budgétaires et la régulation des marchés agricoles. Après avoir dirigé l'Unité de recherche « LERECO » à l'INRA de 2010 à 2016, il est directeur-adjoint de l'Unité mixte de recherche « SMART-LERECO » depuis le 1er janvier 2017. Parmi ses publications Chatellier V., 2013, « PAC, vers une nouvelle réforme, in *L'état de la France*, Paris, édition La Découverte, pp 347-352. Gaigne C., Chatellier V., 2016, « Les logiques économiques de la spécialisation productive du territoire agricole français », *Les Dossiers de l'Environnement de l'INRA*, n°36, pp 27-46. Roguet C., Gaigne C., Chatellier V., Carious S., Carlier M., Daniel K., Perrot C., 2015, « Spécialisation territoriale et concentration des productions animales européennes : état des lieux et facteurs explicatifs », *INRA Productions animales*, vol 28 (1), pp 5-22.



Aurélie Trouvé est ingénieur agronome de formation et maître de conférences en économie à AgroParisTech, dans l'UFR d'agriculture comparée. Ses travaux portent sur les politiques agricoles et de développement rural en Europe. Elle a participé à la coordination ou dirigé plusieurs programmes de recherche nationaux (sur la prise en compte des biens publics dans la politique agricole commune ; sur les perspectives de régulation du marché dans le secteur laitier ; sur les conséquences de l'accord Union européenne-Canada sur les marchés de produits animaux). Elle est co-responsable des séminaires de politiques agricoles de la Société Française d'Economie Rurale (SFER) et membre du comité éditorial de la revue *Economie Rurale*. Elle co-préside le conseil scientifique d'Attac-France. Parmi ses publications scientifiques : Trouvé A., Berriet-Sollic M., Lepicier D., 2013, *Le développement rural en Europe : quel avenir pour le deuxième pilier de la Politique agricole commune ?*, Editions Peter Lang. Choplin G., Strickner A., Trouvé A. (dir.), 2009, *"Souveraineté alimentaire, que fait l'Europe ?"*, Syllepse, Paris. Elle est aussi l'auteur de *Le business est dans le pré – Les dérives de l'agro-industrie* (Fayard, février 2015).

Renseignements : Sandra Moatti – Nathalie Leroux – Anne Mattioli
IHEDATE, 22 - 28 rue Joubert, 75009 Paris – 01 55 04 05 00/05 07
secretariat@ihedate.org / www.ihedate.org